

CIBLE

Anerie

Dans un « appel à la solidarité » publié le 26 septembre, quatre-vingt-dix intellectuels et artistes ont à juste titre réclamé l'abrogation des lois Pasqua.

Cet appel est bienvenu et il confortera la cause des sans-papiers et de leurs défenseurs. La justesse de la cause rend d'autant plus inacceptable la formule qui, dans ce texte, oppose un prétendu « droit régalien du sang » au « droit républicain du sol ».

Nous rappelons aux éminentes personnalités qui ont souscrit à cette ânerie que la doctrine républicaine de la nationalité a été formulée par Jean Bodin dès le XVI^e siècle, que le principe du droit du sol a été fixé en 1515 par un arrêt du Parlement de Paris, puis inscrit au titre II de la Constitution monarchique de 1791.

L'appel des intellectuels doit être amendé : il est absurde de se réclamer des principes fondamentaux de notre droit politique en manipulant la mémoire, en méprisant l'histoire et en sacrifiant la force symbolique d'une doctrine de la nationalité qui recueille l'adhésion de toutes les familles républicaines et démocratiques du pays.

DANGER

Les victoires de Le Pen

Actualité

**Justice et
démocratie**

p. 6/7

Belgique

**Le Roi
s'engage**

p. 2

Le Roi s'engage dans le combat pour la justice

La Belgique a vécu un mois d'août 1996 de cauchemar avec la découverte et le démantèlement partiel d'un vaste réseau criminel ayant perpétré depuis plusieurs années des enlèvements, des sévices et des assassinats contre des enfants.

Cette affaire a causé, plus qu'une émotion exceptionnelle, un véritable séisme dans les esprits. Frappés par l'horreur qu'inspirent ces crimes en raison de leur nature et de leurs victimes, les Belges sont, de plus, accablés par un immense malaise devant le constat que la Justice s'est montrée dramatiquement incompétente, et peut-être, dans le cas de certains responsables, complice.

Face à une conjoncture aussi singulière, et à certains égards dangereuse pour la démocratie - comme toute situation qui génère des tentations de rejet global et systématique des institutions établies - le Roi Albert II n'est pas resté inerte, au contraire.

Nous passerons rapidement sur les reproches adressés au Roi par les donneurs de leçons traditionnels, pour n'avoir pas été présent aux funérailles des enfants assassinés. Sous-entendre que le Roi eut été indifférent à ces drames est non seulement malveillant, mais

plutôt absurde si l'on se souvient que le 12 juillet précédent (soit avant les événements), il a conféré le titre de baronne à Mme Marie-France Botte en hommage au combat que celle-ci mène contre l'exploitation sexuelle des enfants en Asie, et avec un appui moral constant de la Couronne, commencé sous le règne de Baudouin I^{er}.

Il est normal que le Roi se soit souvent entretenu du dossier avec le ministre de la Justice Stéphane de Clerck (qui occupe ces fonctions depuis le 23 juin 1995) car ces entretiens font partie intégrante de sa mission constitutionnelle.

Il est conforme au concept du roi-père qu'il reçoive longuement les parents des enfants assassinés ou disparus dans des circonstances qui font désormais présager le pire, pour exprimer sa compassion personnelle et confirmer la dimension nationale de la solidarité envers ses interlocuteurs.

Par contre, il est tout à fait

rarissime que le Roi fasse diffuser - comme le 12 septembre dernier - un communiqué public dans lequel il fait savoir qu'il a transmis au ministre de la Justice une liste d'observations et de questions personnelles et qu'il exige que la clarté soit faite sur les événements criminels. Il rend public qu'il s'est engagé (sic) envers les familles des victimes, prenant ici un risque considérable dans l'hypothèse où le drame ne serait pas entièrement élucidé. Il exprime enfin qu'une réflexion de fond doit être conduite pour mener à une justice plus humaine et plus efficace.

Une telle implication publique est, de l'avis d'un éminent constitutionnaliste (1), sans précédent. En effet, le colloque singulier entre le Roi et les ministres doit en principe rester secret. Cette coutume constitutionnelle est très exceptionnellement contournée (2). Le Roi est politiquement irresponsable. Ceci est le corollaire de son indépendance absolue à l'égard de la

conduite de la politique gouvernementale, qui est toujours le reflet des choix des partis au pouvoir, et l'inverse des choix des partis dans l'opposition.

La responsabilité des ministres est entière (articles 88 et 106 de la Constitution). Dans le cas présent, il est évident que le contresigne du ministre de la Justice a été demandé et reçu par le Roi avant la diffusion du communiqué, lequel ministre ne peut raisonnablement l'avoir reçu comme une remontrance puisqu'il n'était pas en fonction lorsque les inquiétants dysfonctionnements du pouvoir judiciaire ont été commis dans la lutte contre les crimes à caractère pédophile.

Dans un communiqué, le Roi encourage expressément les enquêteurs judiciaires à poursuivre leurs efforts jusqu'au bout. A quoi le Roi a-t-il songé en écrivant « jusqu'au bout », sinon qu'aucun coupable ne pourra échapper grâce à son nom, à ses fonctions, à ses appuis ? Lourde sous-entendu.

Devant l'ampleur du drame national vécu par la Belgique, Albert II a immédiatement compris qu'il devait s'impliquer avec toute la force symbolique de sa fonction, quitte à malmenier la coutume. Aucune mafia, aucun clan, aucune puissance ne peut lui dire « Tais-toi ou sinon... ».

Incomparable indépendance que celle d'un roi !

Henry BARVAUX

(1) Le professeur Jean Stengers (entretien à *La Libre Belgique* du 12/9/96).

(2) Elle le fut lors de la crise du 3 avril 1990, lorsque Baudouin I^{er} et le premier Ministre Wilfried Martens décidèrent de rendre publiques les lettres qu'ils avaient échangées.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (105 F)

☐ six mois (195 F)

Date de naissance :

☐ un an (290 F)

☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUSSI
SOMMAIRE : p.2 : Le Roi s'engage - p.3 : Unité d'action - Juppé à découvert - p.4 : Oh Sylla ! - Chronique banale d'une expulsion ordinaire - p.5 : Bosnie c'est fini ? - p.6/7 : Justice et démocratie - p.8 : La résistance de Jean-Paul II - p.9 : L'horreur économique - p.10 : Revenu - Morituri te salutant - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les victoires de Le Pen.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Unité d'action

La promesse du gouvernement de dégeler les salaires dès l'année prochaine n'a pas désamorcé un mouvement qui affiche maintenant unité et détermination.

Après un été marqué par une multitude de conflits très durs, la rentrée sociale était annoncée explosive. Celle-ci aura attendu le 30 septembre pour connaître son premier mouvement de grande ampleur à l'appel des syndicats enseignants, unifiés malgré leurs divergences. Cette contestation s'inscrit sur un fond de mobilisation générale des sept fédérations de fonctionnaires face notamment à la décision du gouvernement de supprimer 5 599 postes dans la fonction publique et à son refus de « rattraper » le gel des salaires opéré en 1996 sans la moindre concertation avec les représentants syndicaux. Face au mécontentement des fonctionnaires, et toujours de son propre chef, Alain Juppé a décidé de ne pas prolonger le gel des salaires pour les deux prochaines années. Le ministre du budget, M. Lamassoure, précisant en outre qu'« il serait logique » que la suppression des postes se traduise par une amélioration du salaire des fonctionnaires encore en place.

La « logique » du gouvernement n'est donc qu'un odieux calcul qui consiste à augmenter le salaire des uns avec la suppression de l'emploi des autres. Cette opé-

ration, soulignent les syndicats, n'est de surcroît qu'un simple écran de fumée puisqu'une telle suppression d'effectif ne dégagerait qu'un milliard de francs, soit le sixième d'un point de revalorisation des traitements. Cette promesse - intenable - d'augmenter les salaires en 1997-1998 donne de plus l'impression que le gouvernement cherche à calmer les mécontentements pendant la période des législatives, tout en appliquant froidement sa politique de réduction des déficits, et cela au mépris de l'ensemble de la fonction publique.

Les négociations qui vont avoir lieu sur la revalorisation des salaires n'empêcheront donc pas une mobilisation générale du secteur public le 17 octobre. Partis en ordre dispersé, les syndicats de la fonction publique s'unissent enfin, laissant de côté leurs intérêts particuliers. Ils inscrivent donc leur mouvement dans un contexte de malaise général dû à la multiplication des plans sociaux dans tous les secteurs. Pourtant même si les responsables syndicaux espèrent faire mieux qu'en novembre 1995, en regardant notamment vers le secteur privé, ils sont encore peu à risquer un pronostic.

Remi TISSOT

Juppé à découvert

La nullité prétentieuse du Premier ministre provoque la colère, mais Alain Juppé fera bientôt pitié : l'homme est aux abois, sous le feu des francs-tireurs.

Il avait tout pour réussir, et il a tout raté. Depuis dix mois, nous avons un Premier ministre en sursis, qui gouverne contre la volonté et les désirs de la majorité des Français, et qui révèle semaine après semaine une étonnante incapacité politique et gestionnaire. La simple énumération des fautes et des échecs se passe de commentaire : faute morale et civique puis échec face aux sans-papiers, échec des tentatives d'apaisement en Corse, croissance nulle, chômage en hausse, misère croissante, déflation menaçante, colères détonantes...

Comme si cela ne suffisait pas, le Premier ministre et son gouvernement ont raté l'effet d'annonce sur la réduction des impôts qui était présentée comme LE grand projet capable de restaurer la confiance, de relancer la machine économique et de sauver la majorité en 1998. La hausse attendue de la fiscalité locale a effacé en deux jours la bonne nouvelle, et les contribuables ont conclu avant même l'ouverture de la discussion budgétaire que le gouvernement se moquait d'eux.

Puis le Premier ministre a donné lui-même les signes de son profond désarroi en annonçant sans concertation préalable une réforme du mode de scrutin par injection d'une dose de proportionnelle, et en enfourchant soudain le cheval de l'antiracisme alors

qu'à Matignon on évoque un durcissement des lois sur l'immigration. Reparaît même Jean-Pierre Soisson, qui avait déjà joué à François Mitterrand la comédie de l'ouverture, et dont la récupération par la majorité ne dépasserait pas le niveau de la farce.

Comme toujours, le désarroi du chef a provoqué des réactions de panique dans les rangs de la majorité, et le désordre croissant a réveillé les ardeurs des francs-tireurs, spadassins et autres coupe-jarrets : Séguin-Léotard, Pasqua-Madelin, Madelin-Séguin, les couples se font et se défont pour de misérables conjurations de quelques jours, pour des appels « courageux » à tirer sur un Juppé aux abois. Face au cynisme et à la lâcheté de ses « amis », ses appels à l'union, lors des journées parlementaires du RPR, avaient un caractère pathétique. Le Premier ministre est à découvert, et le rappel à la discipline que Jacques Chirac a été obligé d'adresser aux députés de son ancien parti (autre mauvais signe), ne lui donnera qu'un sursis de quelques jours ou de quelques semaines. Ceci dans une situation générale qui ne va plus cesser de se dégrader...

Annette DELRANCK

D'accord avec nous ?

Adhérer à la NAR !

Oh Sylla !

Journal laïc, nous n'avons pas appelé à participer aux diverses cérémonies organisées pour la visite de Jean-Paul II.

Nous nous sommes également tenus à distance des manifestations placées sous le signe du laïcisme militant et de l'anticléricalisme. En défiant à Valmy ou à la République, le Grand-Orient de France, la Ligue Communiste Révolutionnaire et la Gauche socialiste ont sans doute été cohérents avec eux-mêmes, tout en donnant à la laïcité le masque intolérant et sectaire qu'elle a trop souvent revêtu.

Nous n'aurions même pas évoqué ces défilés périphériques et ces démonstrations épiphénoménales si *SOS Racisme* ne s'y était mêlé de manière très active et officielle. Comme son nom l'indique l'organisation animée par Fodé Sylla s'est constituée pour lutter contre le racisme. Nous souhaiterions que son animateur nous explique pourquoi cette lutte doit aujourd'hui être confondue avec la contestation du Pape, la dénonciation de la morale catholique et du cléricisme. Plus précisément, il faudra qu'il nous démontre pourquoi un mouvement antiraciste doit s'opposer dans la rue à une Église qui dénonce le racisme, selon sa doctrine constante, et rappelle par la voix du cardinal-archevêque de Paris que les propos de J.-M. Le Pen sur l'inégalité des races marquent un retour au paganisme.

Tant que Fodé Sylla ne nous aura pas donné de raisons satisfaisantes, ceux qui, parmi nous, ont accepté de parrainer son action s'estimeront victimes d'un abus de confiance.

B. R.

Chronique banale d'une expulsion ordinaire

L'affaire des sans-papiers de Saint-Bernard a mis en lumière l'intolérable violence des procédures d'expulsion des étrangers. Mais dans les préfectures, à l'abri des caméras, c'est un vécu très ordinaire. La routine. Qui ne choque plus grand monde...

D'abord, il y a le décor : les Plaines. Un quartier près d'Angers où depuis des siècles, on entasse par habitude toute la misère venue d'ailleurs : des immigrants bretons, puis italiens, espagnols, marocains, turcs... Pourtant, ce n'est pas vraiment la zone : il y a des fleurs dans les parterres et les immeubles ont même été réhabilités. Ce n'est pas Vaux-en-Velin, ni le Bronx. C'est les Plaines, avec son taux de chômage qui dépasse 50 % dans certaines tours, et ses jeunes qui traînent en bande sous les porches.

Ensuite, il y a les personnages : une famille marocaine sans histoire, stable et paisible (c'est plus fréquent qu'on dit). Même si le père est un mineur au chômage, les enfants vont à l'école et au lycée. Enfin, il y a Haamid, né au Maroc il y a 23 ans et venu l'an dernier rejoindre sa mère et ses demi-frères. Là-bas, il n'avait pratiquement plus de famille et son petit salaire ne lui permettait même pas de vivre. Alors autant rejoindre sa mère. Clandestinement. Bien sûr, il n'a jamais eu de visa et n'en a jamais demandé : la peur de se faire remarquer... Depuis, il vivait dans l'appartement familial, sortant peu et simplement pour prendre l'air, très tard le soir.

La police avait bien monté son coup, juste au pied de l'immeuble, à l'heure où Haamid avait l'habitude de fumer sa cigarette à la fraîche : planque discrète, projecteur puissant, le Manurhin sur la nuque et tout le grand jeu. On l'a relâché du commissariat au milieu de la nuit, avec dans sa poche une convocation pour le tribunal.

Haamid était confiant. Persuadé que sa bonne conduite, son absence de casier et sa famille sans histoire valaient tous les sauf-conduits, il s'est présenté devant ses juges sans avoir véritablement monté son dossier. « Quel c... ! » glissera un avocat. C'est dit : même les hommes de loi recommandent de ne pas faire confiance à la Justice. Bien sûr, son français très approximatif ne lui a pas permis de s'expliquer ; il a été interpellé à l'audience, placé en rétention quelques jours puis expédié au Maroc. En bateau. Les charters, c'est trop cher...

Personne ne s'est véritablement battu. Même son avocat commis d'office n'a pas utilisé tous les recours légaux, malgré une procédure manifestement bancal. A quoi bon...

Les associations en place n'ont guère bougé non plus : « *Ce sont les lois Pasqua : y'a rien à faire, c'est comme ça* ». Il y a juste ses petits frères qui se sont remués, en rameutant quelques-uns de leurs profs et des voisins, vite pris de court par les délais trop brefs de la procédure administrative.

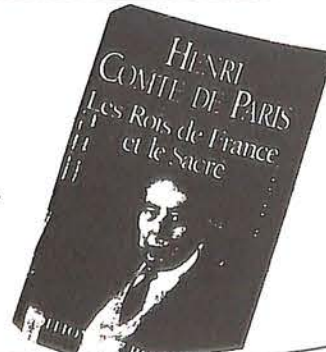
Ça n'a pas servi à grande chose ; tout juste à calmer un peu la colère des plus jeunes : « *La police, c'est des lâches, Monsieur. Les clandestins qui dealent, ils ne vont pas les chercher, ils savaient bien qu'Haamid ne faisait pas d'histoire* ».

Ils sont finalement rentrés chez eux sans rien casser et la vie a repris son cours : Haamid est au Maroc, quasiment seul et sans ressources. Aux Plaines, les jeunes traînent toujours sous les porches et le taux de chômage n'a pas bougé d'un poil. Il risque même d'empirer : on parle d'un nouveau plan social à l'usine Thomson, juste à côté.

Jean-Yves LIGNEL

HENRI
COMTE DE PARIS
« La naissance
de l'Unité Nationale »

Prix franco 148 F



Bosnie c'est fini ?

Les élections passées, la Bosnie risque de ne plus intéresser personne au moment où elle aurait le plus besoin de soutien.

L'Amérique estime avoir rempli son contrat. Les « boys » seront de retour chez eux pour Noël comme promis. L'enjeu pour Washington était limité. Les objectifs sont atteints. Dont acte.

Les intellectuels, essentiellement français, qui à l'inverse avaient fait de la Bosnie une sorte d'absolu, une Idée, en sont pour leur frais. Certains continuent d'espérer en un ailleurs toujours plus fuyant. Leur Universel persisterait à Tuzla, ultime bastion d'un multiculturalisme. Pour d'autres, dans la fédération croato-musulmane. Qui sont les Purs ? Bon nombre ont décidé que les Bosniaques n'étaient pas à la hauteur et les abandonnent à leur sort.

Entre ces deux thèses extrêmes, s'étend le vrai champ du politique. Le pouvoir des ultra-nationalistes a été finalement limité par l'action des deux puissances tutélaires, Zagreb qui a préféré un candidat modéré à la place des ultras de Mostar, et surtout Belgrade qui a empêché (il s'en est fallu de 40 000 voix !) la victoire du bosno-serbe à la présidence collégiale en divisant plus les voix en république serbe que parmi les Musulmans, alors que l'on s'attendait à l'inverse. Silajdzic, ex-premier ministre d'Izetbegovic, ne fait que 15 % des

voix des Musulmans alors qu'Ivanic, opposant peu connu de Krajisnik en République SRPSKA, en recueille plus de 30 % (presque autant que le candidat unique croate). Le parti nationaliste bosno-serbe n'obtient que huit des quatorze sièges de la représentation de la République serbe au sein du parlement collégial de Bosnie, trois allant au parti Musulman d'Izetbegovic qui du coup frise la majorité absolue (19 sur 42). C'est donc finalement en zone serbe que la représentation est la plus ouverte ! Finalement l'alliance des deux partis nationalistes unilatéraux, croate et serbe, HDZ et SDS, est minoritaire (15 sur 42), huit sièges allant aux coalitions d'opposition.

Entre les nostalgies de la guerre d'Espagne et les intérêts des familles du Kansas, il y a place pour une réelle politique commune européenne. La Bosnie pourrait certes servir de terrain d'expérience pour le nouveau concept de groupement de forces interarmées multinationales (GFIM), force européenne avec soutien logistique américain. Une présence militaire estimée à 20 000 hommes (au lieu de 60 000) restera nécessaire. L'administration par le haut-représentant de l'Union européenne de l'aide à la reconstruction par le seul canal des institutions collégiales jouera un rôle capital. Mais il faudra que l'Europe poursuive son dialogue « constructif », dans le langage de la diplomatie, tant avec Zagreb qu'avec Belgrade. La rencontre de Paris entre MM. Milosevic et Izetbegovic va dans le bon sens. Mais plus générale-

ment, il conviendra d'accorder une reconnaissance égale à toutes les parties prenantes telles qu'elles sont aujourd'hui représentées à la faveur des élections. L'un n'est désormais pas plus légitime ou illégitime que l'autre. Parce qu'il est musulman, ou orthodoxe, ou catholique, il ne doit pas être regardé comme plus ou moins « européen ». A fortiori si sa pratique de l'Islam est considérée par nos intellectuels comme plus ou moins laïque (à la française s'entend). Il est exact que la partie qui se joue en Bosnie est déterminante pour l'avenir de l'Europe dans son ensemble par les messages qu'à travers elle on envoie aux pays d'Europe centrale et à la Russie. Ils seront plus décisifs que tout ce que l'on pourra répondre aux candidats à l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne.

Le maintien de l'unité de la Bosnie, si tenue soit-elle, implique que l'on traite Zagreb et Belgrade de la même façon dans leurs relations avec l'Union européenne. Il ne s'agit pas de jouer de l'un ou de l'autre comme contrepoids alors que tous deux doivent également concourir à maintenir bosno-croates et bosno-serbes dans l'Union. Cet exercice, qui était calamiteux en temps de guerre, hélas, doit prévaloir en temps de paix. Il ne faudrait pas sous prétexte que l'on s'est trompé hier, faire aujourd'hui le contraire au moment où ce qui était lâche et criminel hier devient aujourd'hui politique et raisonnable. Intenable frustration pour les intellectuels, revanche des politiques, le silence des armes est à ce prix.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le prince de Galles n'a pas dérogé à la coutume en lançant un pavé dans la mare. Fidèle à ses convictions écologistes, il s'est demandé si la maladie de la vache folle n'était pas une vengeance de la nature. A l'occasion de la réunion à Londres, pour son cinquantième anniversaire, de l'« Association de la Terre », le prince de Galles a confirmé ses choix pour les méthodes de culture traditionnelle. « *Peut-être l'E.S.B. sera-t-elle vue un jour comme un exemple, quoique très coûteux et dévastateur, de la façon dont la nature se venge quand on viole ses lois* » a déclaré le prince de Galles. Soulignant les « *vertus de santé et de nature/ devant exister tout le long de la chaîne alimentaire* », l'héritier du trône britannique a plaidé pour un renouveau des communautés rurales. « *Pour éviter d'autres catastrophes identiques, je pense que nous avons besoin d'une nouvelle règle de conduite* » a-t-il ajouté.

♦ **THAILANDE** : En retour à la visite effectuée en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Singapour et Hong-kong) en juin dernier par le Prince héritier Albert de Monaco, la princesse Mha Chakri Sirindho de Thaïlande s'est rendue en Principauté du 21 au 23 septembre. Dans le cadre de ce voyage officiel, le renforcement des relations économiques apparaît en filigrane. Ce séjour a mis en exergue le rôle du prince Albert, héritier du trône, dans ses fonctions officielles d'hôte et de futur souverain.

♦ **ESPAGNE** : Le roi Juan Carlos I^{er} fait l'objet d'une attaque sans précédent en vingt ans de règne. Le leader communiste Julio Anguita, marxiste orthodoxe, multiplie ces dernières semaines des déclarations tonitruantes contre la monarchie constitutionnelle et parlementaire. Le « *calife rouge* » - comme les Espagnols surnomment l'ancien maire de Cordoue - vient de rompre le consensus politique en prenant le roi pour cible. « *Le roi dépasse les bornes, il ferait mieux de se taire* » a-t-il lancé après les interventions du monarque sur l'Europe et l'OTAN. Dans ses déclarations Juan Carlos avait appelé, à Bruxelles, à la réforme de l'OTAN « *qui permettra la participation totale de tous les États membres de l'Alliance* » et estimé que « *les ambitieux objectifs de Maastricht demanderont efforts, générosité et hauteur de vue* ». Dans sa lutte contre la politique de rigueur, le secrétaire général du PCE a ressorti son drapeau républicain, au risque d'être lâché par les rénovateurs de son propre parti et de s'attirer les foudres de toute la classe politique espagnole.

♦ **ROUMANIE** : A Lausanne, samedi 21 septembre, s'est déroulé le mariage de la princesse Margareta de Roumanie avec l'acteur roumain Radu Duda, 36 ans, de onze ans le cadet de la fille aînée du Roi Michel I^{er} et de la reine Anne. On notait la présence de la reine Sophie d'Espagne, de Constantin de Grèce, des grands-ducs héritiers de Luxembourg, de l'impératrice Farah, du duc de Bragança, de la princesse Chantal de France...

La multiplication des affaires de corruption, et l'enterrement de certaines d'entre elles, la mise en scène médiatique de procès à sensation, le succès des émissions qui parodient les enquêtes judiciaires, soulignent l'importance acquise depuis quelques années par le pouvoir judiciaire dans notre pays. Ancien juge des enfants, aujourd'hui directeur de l'Institut des hautes études sur la justice, Antoine Garapon a bien voulu nous présenter ses analyses et ses conclusions.

Royaliste : En vous interrogeant sur la justice et la démocratie, quels types de problèmes entendez-vous poser ?

Antoine Garapon : Ma réflexion part d'une lecture de Tocqueville, pour qui la démocratie est à la fois un système politique et un fait social. L'évolution de la justice constitutionnelle et les « affaires » au centre de nombreux débats politiques, doivent être regardées comme un seul et même phénomène.

Quant à la place de plus en plus importante que la justice occupe dans l'espace public, deux types d'explication sont souvent proposés. Ou bien on évoque une cause externe : la corruption s'est développée dans notre pays et la montée en puissance de la justice ne ferait que refléter cette augmentation. Ou bien, phénomène interne, les juges sont devenus de plus en plus actifs, et la presse devenue plus combative : ce « précipité » expliquerait la montée en puissance de la justice. Mais, à mes yeux, ces explications sont partielles et quelque peu superficielles.

Royaliste : Pourquoi ?

Antoine Garapon : Ce n'est pas le juge qui devient un nouvel acteur politique, mais plutôt l'homme d'affaires - qui devient un nouveau justiciable, dans un système qui est celui de la fin des immunités. Ainsi

la justice devient le nouveau « lieu » de notre démocratie, comme dans toutes les démocraties continentales. En quelques années, la justice a en effet changé de statut : elle était le « bras armé » de l'État, chargé de faire rentrer le déviant dans la norme ; elle est devenue l'institution de référence au sein de laquelle le droit organiserait le monde. De même, les avocats, qui jusqu'à présent se bornaient à intervenir au contentieux, interviennent désormais de plus en plus en amont dans les affaires, c'est-à-dire bien avant le procès, dès la prise de décision pour le conseiller.

Mais il ne suffit pas de constater ce déplacement du centre de gravité de la démocratie. On ne peut accepter un tel changement des attentes de l'opinion envers la justice sans songer à ses conséquences politiques.

Royaliste : En quoi la vie démocratique est-elle modifiée par l'évolution de la justice ?

Antoine Garapon : Le droit et la justice ne sont plus regardés selon la perspective du maintien du lien social, mais par rapport à la figure de la victime d'un crime ou d'un délit.

Cela peut paraître abstrait, mais l'exemple du nouveau code pénal permet de bien comprendre ce point : dans un certain nombre de délits de même tonalité, on mesure très précisément l'importance

croissante que prend la victime.

Cette évolution est spectaculairement soulignée par certains types de délits qui étaient les reflets des angoisses de leur époque. Ainsi, il y avait vingt ans la grande majorité des personnes se trouvant en prison y étaient à la suite de vols. Aujourd'hui une proportion importante des incarcérations est motivée par des atteintes contre les personnes. Notre époque est donc caractérisée par une nouvelle forme de délinquance que l'on retrouve sous trois aspects. Tout d'abord il y a la délinquance urbaine, violente et spectaculaire, qui ne se réfère pas à une appropriation écono-

certains formes de délinquance ?

Antoine Garapon : Chaque siècle a été fasciné par certains types de délits qui étaient les reflets des angoisses de leur époque. Ainsi, il y avait vingt ans la grande majorité des personnes se trouvant en prison y étaient à la suite de vols. Aujourd'hui une proportion importante des incarcérations est motivée par des atteintes contre les personnes.

Notre époque est donc caractérisée par une nouvelle forme de délinquance que l'on retrouve sous trois aspects. Tout d'abord il y a la délinquance urbaine, violente et spectaculaire, qui ne se réfère pas à une appropriation écono-

mique. Ce phénomène est perturbant car le lien de cette délinquance avec la misère sociale n'est pas évident. Par conséquent les principaux critères avec lesquels nous représentons le délinquant ne fonctionnent plus.

Deuxième aspect : l'inceste dont la progression est impressionnante puisqu'elle représente maintenant jusqu'à 80 % des affaires portées devant les cours d'assises. Et cela pour deux raisons équivalentes : le maillage social plus resserré laisse passer moins de cas, et les cas sont effectivement plus nombreux.

Dernier aspect : la drogue. C'est la forme de délinquance la plus massive mais aussi la

plus difficile à cerner car la drogue provoque des délits sans liens évidents avec elle. Il s'agit ici, avant tout d'un problème de société, car l'usage de la drogue est le signe de la difficulté à s'intégrer dans une communauté qui existe de moins en moins.

L'analyse de ces trois phénomènes nouveaux révèle que nous sommes en présence d'une délinquance plus symbolique qu'économique, qui frappe par son caractère autodestructeur. Mais plus encore il s'agit d'une délinquance fortement référée à un problème d'identité, qui met en question le lien social, le lien familial, ou même du lien de soi à soi, notamment dans les problèmes liés à la drogue.

Cela donne alors à la justice un rôle relativement nouveau. Autrefois, nous avions une justice dont la fonction première était de châtier celui qui se mettait hors la loi ; puis elle a voulu soigner ce criminel que l'État providence considérait comme un malade. Aujourd'hui nous aurions une justice qui a pour but de réinscrire l'identité dans le symbolique.

Royaliste : A partir du moment où la justice acquiert un nouveau rôle ne faut-il pas repenser la peine et la prison ?

Antoine Garapon : Ce sera à mon avis un thème politique majeur des prochaines années. Sans une réflexion sur la prison, la France sera peut être

conduite à imiter le modèle américain en adoptant des peines fixes pour lutter contre l'arbitraire des juges. Ce qui multiplierait la population pénale.

Repenser la prison, c'est en fait retrouver un critère de justice permettant de l'évaluer. Ce critère peut à mon avis se trouver dans l'idée de dignité. Idée sur laquelle on a peu insisté malgré sa place centrale au sein de nos instruments juridiques. La dignité c'est l'aptitude à être considérée comme un sujet de droit, responsable. Or c'est cette idée qui manque à la réflexion qui a été faite sur la prison et en particulier sur le détenu. Pour celui-ci, retrouver une dignité est tout aussi important que les détails matériels de sa réinsertion.

Il faut aussi repenser la question de la peine, et trouver des sanctions - plus intelligentes - dans le registre du mal causé : ainsi un patron ayant commis un abus de bien social devrait être interdit de toute profession commerciale pendant un certain nombre d'années au lieu d'aller en prison.

Royaliste : Comment repenser la justice dans la démocratie ?

Antoine Garapon : La justice est vraiment un mouvement de fond de nos démocraties qui ne se résume pas à quelques affaires très médiatisées. On aboutit ici à un paradoxe : la démocratie devient de plus en plus judiciaire dans son évolution, alors que la justice elle-même n'est pas démocratique pour la simple raison que les juges ne représentent qu'eux-mêmes.

A cette question majeure, je vois deux réponses complémentaires. Tout d'abord la justice peut être plus procédurale, mais cela n'est pas suffisant. La justice a pour rôle d'être plus symbolique en protégeant ce qu'on pourrait appeler les « fictions institutives », c'est à dire en faisant obstacle au mal principal de la démocratie : la désymbolisation des rapports sociaux et politiques. Quant à cela, la justice rappelle que tout n'est pas contractualisable, le contrat social de Rousseau n'est qu'un moment fictif, un symbole de la démocratie.

Or aujourd'hui, avec les médias, on en vient à ne plus croire que ce que l'on voit - ce qui est bien peu de chose - alors que le recours à l'invisible est indispensable pour médiatiser le rapport au réel, et cela surtout dans une démocratie. Le rôle de la justice et du juge est donc de préserver la promesse politique de nos ancêtres qui, s'aliénant volontairement, voulaient assurer un avenir meilleur - par la constitution et par la cour constitutionnelle qui est son expression. Mais cette exigence, quant aux institutions et quant à la constitution politique, entraîne une nouvelle difficulté pour la société démocratique qui se fonde sur le rejet de toute transcendance. Et pourtant, la démocratie ne peut pas vivre sans un détour par l'autorité, et la justice se doit d'assumer sa part d'autorité afin que le pacte social fondateur puisse être garanti. Encore faudrait-il parvenir à ce qui fut un des grands avantages de la monarchie, que nous avons aujourd'hui tant de mal à retrouver : la séparation entre le pouvoir et l'autorité. Nous sommes donc amenés à réfléchir sur la distinction médiévale entre l'*autoritas* et la *potestas*, qui est importante dans le débat sur le pouvoir et pour notre conception de la justice, car les juristes continuent de se disputer sur le point de savoir si la justice est une autorité ou un pouvoir. Je montre dans mon livre que l'autorité n'est pas le commandement, mais ce qui apporte à la société une permanence fondatrice et unifiante, alors que le pouvoir est le facteur actif, innovant, qui assume la division : l'autorité est ce qui assure le lien entre le principe du pouvoir et son éternelle actualisation. C'est là, me semble-t-il, un sujet qui vous est familier...

Propos recueillis par Remy Tissot

Antoine Garapon - « *Le gardien des promesses, justice et démocratie* », 1995 - prix franco : 150 F

Antoine Garapon est également l'auteur de « *L'âne portant des reliques, essai sur le rituel judiciaire* » - prix franco : 100 F.



La résistance de Jean-Paul II

Le grand intérêt du livre de Gérard Leclerc, « Jean-Paul II le résistant » est de cerner précisément les enjeux de l'altercation entre le Pape de Rome et la modernité. Comment s'énonce-t-elle ? Que cache-t-elle ? Le pape serait-il le révélateur d'un refoulé de la conscience contemporaine qui concernerait vraiment et concrètement son Bien commun ?

Le pontife qui préside à la communion de l'Église de Rome cumule la charge symbolique de chef d'État et de Père des croyants. Jamais son importance n'a été si présente à l'opinion qu'en ce siècle, surtout depuis que la télévision fait participer les masses, non seulement au *suspense* de l'élection, mais aux gestes et déplacements pontificaux. Qui ne garde souvenir de l'expression du visage de Jean-Paul II blessé par les balles du terroriste Ali Agça un certain 13 mai 1981 place Saint-Pierre ?

Or c'est ce même pape, d'abord adulé par les médias comme champion de la communication et de l'animation des foules, qui doit après dix-huit ans de règne, essuyer leurs critiques et dédains. Il serait, selon eux, incapable de comprendre les exigences du monde actuel, aveugle aux évolutions des hommes et des femmes, ignorant de leur sexualité, pour tout dire Polonais d'une Pologne ancienne où l'unanimité catholique était utile pour abattre le communisme mais a perdu tout emploi dans le monde libéral émancipé où nous vivons.

Gérard Leclerc remonte aux sources polonaises qu'il connaît assez pour dissiper les légendes hâtives. On a peine à croire que la référence au pays natal soit pour Karol Wojtyła un alibi conservateur alors

qu'il a été élevé dans la résistance intellectuelle et concrète au nazisme et choisi dans ces circonstances tragiques le sacerdoce. Au demeurant, si la Pologne a sauvé son identité pendant les siècles de son écartèlement entre les empires, c'est en cultivant sa vocation chrétienne de nation comme ébauche terrestre du Royaume évangélique. Labourée plus qu'aucun peuple par l'iniquité de la *Shoah*, puis retombée sous le joug impérial communiste russe, la Pologne, épicerie des souffrances et des culpabilités de ce siècle, fut aussi le foyer de sa libération. Résistance au nazisme, résistance au communisme, Gérard Leclerc laisse entendre qu'est maintenant engagé un autre combat, contre le totalitarisme d'un autre empire qui revendique le monde entier pour imposer sa « gnose » individualiste et néo-libérale.

Résister, pour le pape, a toujours consisté à rechercher et proposer une alternative au mal dominant. Il est de la petite escouade d'intellectuels qui, à partir de l'existentialisme chrétien et de l'« actionnalisme » de Blondel, construisent un humanisme opposable à la vulgate marxiste. Philosophe, il fut l'un des premiers dans la hiérarchie de l'Église à poursuivre l'œuvre d'un Léon XIII et inverser le courant entre la théologie et l'expérience humaine en lui

frayant un chemin phénoménologique vers les vérités de la Foi. Cette approche comble le retard terrible que l'Église avait pris sur les Lumières en se retranchant sur les hauteurs doctrinales pendant que le rationalisme envahissait le champ du savoir et de l'action. Le Concile, par ses textes fondamentaux, réinsère l'inspiration chrétienne dans l'épaisseur de l'histoire, non plus seulement comme jugement et remontrance, mais comme proposition. Dès lors, la lecture de l'histoire et des mythes eux-mêmes est transformée : la courbe prométhéenne de la révolte devient une ascension de l'homme vers ses fins dernières. Le travail libéré de sa malédiction originelle devient un chemin de Rédemption.

A suivre le parcours de ce pape parmi les embûches de ce temps, on saisit mieux en quoi le christianisme est un incontournable critère de l'anthropologie contemporaine. Tant que l'Église n'occupait son terrain que de loin, dogmatiquement, les idéologies ont pu reprendre à leur compte ses valeurs et c'est bien de cela que se sont nourris nos bons « laïcs » du début du siècle. L'anticléricalisme républicain a souvent disputé l'Évangile à l'Église, le communisme supplanté les chrétiens dans les œuvres de justice. Seul le nazisme se réclamait des œuvres inverses

de la Haine. A présent, le mal le plus répandu est de son espèce : c'est une régression vers un univers antébiblique et les valeurs infra-morales de l'opportunisme. Le satanisme adolescent ne fait que tendre son miroir cruel aux mœurs agréées de l'élite internationale des affaires et du *show-business*.

C'est donc, au crépuscule du bimillénaire de la Rédemption, le troisième combat de résistance de Jean-Paul II. Il y paraît très seul, contre une camarilla de riches à l'avidité insatiable, à lutter pour défendre l'idée de l'homme dans la pauvre et simple humilité que Dieu aime. Un combat d'arrière-garde ? Pas plus que ne l'étaient les résistances au nazisme ou au communisme totalitaires du temps où les puissants considéraient ici et là leur triomphe comme inéluctable. La confiance spontanée des peuples ne s'y trompe pas : voilà que pour la première fois le centre de gravité majoritaire de l'Église romaine et de ses vocations sacerdotales a quitté les parages des pays développés pour se planter en Afrique, Asie, Amérique du Sud, dans les « tiers-mondes » victimes de la rapine néo-libérale. Le pape « polonais » sera sans aucun doute l'une des rares voix capable de donner un sens à la prochaine révolte des opprimés de la planète.

C'est l'une des raisons que je retiens pour conseiller la lecture de l'enquête menée par Gérard Leclerc sur les pas de ce pape athlétique et blessé qui n'a pas fini d'être un « signe de contradiction » parmi les peuples. Son idée de l'homme intéresse au plus haut point ceux qui croient comme nous en sa vocation royale et fraternelle.

Luc de GOUSTINE

Gérard Leclerc - « Jean-Paul II le résistant » - Éd. Bartillat - prix franco : 120 F.

Rappelons que Gérard Leclerc vient de publier aussi un « Pourquoi veut-on tuer l'Église ? » - Éd. Fayard - prix franco 145 F.

Notre offre spéciale : les deux livres pour 260 F franco.

L'horreur économique

Au milieu de tous les livres de la rentrée, voici le cri du cœur, parce qu'il dit vrai, profondément, avec la lucidité d'une sensibilité aigüe - j'ajouterais volontiers, féminine. Viviane Forrester a l'audace d'appeler la chose par son nom *L'Horreur économique* et de dire, avec la voix juste, en quoi elle consiste :

« Nous vivons au sein d'un leurre magistral, d'un monde disparu que nous nous acharnons à ne pas reconnaître tel, et que des politiques artificielles prétendent perpétuer. Des millions de destins sont ravagés, anéantis par cet anachronisme, dû à des stratagèmes opiniâtres destinés à donner pour impérissable notre tabou le plus sacré : celui du travail ». Ce sont les premières lignes du livre, imparables comme tout ce qui suivra jusqu'à la fin. Viviane Forrester n'est pas le moins du monde économiste, c'est une romancière, membre du Jury Femina, auteur d'un bel ouvrage sur Van Gogh. Que va-t-elle faire dans cette galère, réservée aux spécialistes pointus, savants analystes de l'inéluctable, qui peinent à nous décrire le monde qui nous attend ? Dire simplement ce qui est et qu'ils camouflent soigneusement sous l'apparence de leur science.

D'ailleurs, elle sait les lire et les débusquer, ces pontifiats, leur faire avouer ce qu'ils nous laissent en blanc. Ainsi ce M. Edmund S. Phelps, professeur à l'université de Columbia qui dans *le Monde* du 12 mars dernier chante le bienfait des « restructurations » qui grâce à « l'insécurité qui pèse ainsi sur les travailleurs, permettent aux employeurs de réduire leurs coûts salariaux... ». Et ce M. Phelps de développer tranquillement ces énormités dont il ne semble pas avoir conscience et, qui plus est, en toute inconscience comme le montre Viviane Forrester. Car s'il ne s'agissait que de changer d'emploi, comme on change de monture sur des chevaux de bois, on pourrait trouver au système quelques avantages. Mais justement l'emploi, non content d'être précaire est de plus en plus problématique.

Non content de cette merveilleuse et mensongère flexibilité de l'emploi, un autre économiste, prix Nobel s'il vous plaît, M. Gary Becker, par en guerre quinze jours plus tard dans le même quotidien contre le caractère « généreux des prestations sociales » de certains gouvernements européens, qui ont ainsi, de manière insensée, augmenté le salaire minimum à 37 F l'heure ! Et Viviane Forrester de dire le fond des choses : « En vérité ce n'est pas d'incitation à chercher de l'emploi qu'il est question, mais d'incitation à se faire exploiter, à se considérer comme prêt à tout pour ne pas périr de misère, pour ne pas cesser d'être un exclu... mais parce que l'on aura été définitivement éjecté de la vie ».

La riposte à une telle franchise, on la connaît d'avance. La romancière sera disqualifiée pour incompetence, naïveté, irréalisme, inaptitude à discerner et accepter les lois du devenir d'une économie mondialisée. On l'accusera de surcroît de « donner le bourdon » au corps social en le

rendant ainsi encore plus inapte à négocier des évolutions inéluctables. Mais si le sérieux et le réalisme étaient du côté de celle qui ne se laisse pas impressionner par les experts, en montrant que le roi est nu ? « Nos concepts de travail et donc de chômage, autour desquels la politique se joue (ou prétend se jouer) sont devenus illusoire, et nos luttes à leur propos aussi hallucinées que celles du *Quichotte* contre ses moulins. Mais nous posons toujours les mêmes questions fantômes auxquelles, beaucoup le savent rien ne répondra, sinon le désastre des vies que ce silence ravage et dont on oublie qu'elles représentent chacune un destin ». On objectera tout ce que l'on voudra à cela, pas un de ces mots qui ne porte son poids de vérité inexorable.

Serait-ce de la « psychologie » qu'on opposerait à l'économie, du moralisme que l'on dresserait contre des faits ? Péguy et Bernanos se sont heurtés aux mêmes objections. Là où ils avaient parlé d'honneur, Viviane Forrester parle de la honte de ceux qui sont rejetés par le système. En quoi elle rejoint aussi l'auteur de *L'Argent*, celui qui distinguait entre pauvreté et misère, en parlant de la honte que cette dernière détermine. Mais ce langage serait peut-être inopérant s'il ne posait aux décideurs et aux hommes qui tirent superbement leur épingle du jeu des questions qui devraient les foudroyer : « On s'entête à tenir pour la norme un passé révolu, un modèle évanoui ; à donner pour sens officiels aux activités économiques, politiques et sociales, cette course aux spectacles, cette invention d'ersatz, cette distribution promise et toujours différée de ce qui n'est plus ; on continue de prétendre qu'il n'y a pas d'impasse, qu'il s'agit seulement de traverser les quelques suites fâcheuses et passagères de gaffes réparables. Quelle imposture ! ». On fait semblant de croire que le capitalisme serait identique à lui-même, en ce sens qu'il aurait toujours pour but, et comme ressort automatique, un accroissement extrême des richesses, qui au bout du compte seraient de mieux en mieux redistribuées. Mais ce qui était vrai dans les trente

glorieuses qui virent l'expansion maximum de ce type de capitalisme n'a plus cours aujourd'hui parce que les règles du jeu ne sont plus les mêmes, quoiqu'on fasse pour masquer l'évolution régressive qui s'est produite. Les mécanismes financiers ont pris le pas sur toute logique industrielle et la gestion de la main d'œuvre est devenue marginale dès lors qu'il ne s'agit que de réduire le plus possible les coûts de production. Il n'est plus question aujourd'hui que de « dégraissage » de la main d'œuvre. Et on n'a même pas peur de préciser qu'il s'agit de se débarrasser de la mauvaise graisse !

Viviane Forrester ne se contente pas de débusquer le mensonge inhérent au nouveau discours économique. Son regard balaie toute la société, s'attarde sur ces poches de détresse que constituent nos banlieues, réfléchit sur les causes profondes de la déréliction des jeunes que nul espoir ne saurait arracher à leur grisaille culturelle : « Parce que ces jeunes n'ont rien, on leur retire tout, et d'abord ce qui paraît gratuit, d'un luxe inutile et qui touche au culturel : ce qui demeure du domaine de l'humain, le seul pour lequel ces groupes en nombre incommensurable, bannis du monde économique, ont encore vocation ». Les réalistes protestent que tant de pessimisme ne fera pas avancer d'un iota le progrès économique et social et qu'il risque au contraire de conforter notre propension commune à la démission. Encore faudrait-il qu'ils nous démontrent en quoi cette lucidité est en défaut. Notre société ne supportera plus longtemps d'être menée à l'aveugle vers un avenir qui ne recèle même pas d'espoir.

Viviane Forrester - « L'horreur économique » - Fayard - prix franco : 104 F.

par Gérard Leclerc



Revenu

Morituri te salutant

Blocus Solus est un ouvrage qui tranche de la monotonie (1). C'est aussi et surtout, un livre qui confirme les potentialités et l'intelligence d'un jeune écrivain : Bertrand Delcour. Encore un effort !

Après divers coups d'essais, le bougre nous a gratifié l'année dernière de « *Pourquoi nous sommes morts* » (2), récit court vif et bien mené. Texte qui interroge. Depuis, rien de vraiment notable. Alors, on attendait, sur nos gardes. On l'a défendu contre tous les petits apôtres des pisse-copies du vieil *underground* ou alors soutenu face aux sermons d'un académisme bedonnant et bon teint. On avait raison.

Blocus Solus est un polar. Au début ça peut faire peur, parce que le polar français généralement plus on le lit et plus on s'ennuie... Sauf que ce livre ne s'embourbe pas. Il saute l'ornière avec classe. Delcour marche tête droite et dents serrées. Pas de jeux de styles pour attardés mentaux, ni de jérémiades pour constipés du bulbe. Exit des fascinations pubères et du baratin kilométrique.

Esquissons l'histoire. Entre France, Portugal et Açores, un privé François Dauprat (sic), au passé politiquement pas correct et atypique (de l'OAS à Pol-Pot), enquête sur le suicide du leader « simulationniste » Guy Bordeaux (sic) et recherche son dernier ouvrage *Blocus Solus*. Il est très vite embarqué dans une intrigue où l'on voit défiler quelques dignitaires détraqués de l'ex-police secrète salaza-

riste, l'Opus Dei, une bande de christ-réistes tortionnaires, la CIA... Jusque là rien de très original... Sauf que Delcour sait de quoi il parle, chose rare. Il brouille et embrouille juste ce qu'il faut et semble s'amuser comme un petit fou. La bande d'ésotéristes ringards, groins dans la gnose, dirigé par Julius Pamescu, - sic et description excellente - intoxiqués de grandes théories géopolitiques, et organisant des séances de magie sexuelle...

S'il s'amuse des clichés (le titre), Delcour les évite. Il nous offre un récit rapide et nerveux, sans poncif. En outre, et c'est plus intéressant, il use de la référence de manière fine et subtile, sans nous l'asséner façon polar, sans sombrer dans le culturel sentencieux. Hölderlin passe aussi vite qu'une balle dans la tête. Pessoa enlève son petit chapeau pour partir au grand galop. Delcour apporte de l'air et fait s'envoler le récit.

Delcour a un style. Un vrai. Sensible et faisant fi de la banalité ambiante, parfois sec

mais jamais désincarné, souvent fort. Un éclairage, une couleur, une peau. Bref plus qu'un style, une écriture. Des scènes qui rappellent les premiers Laars van Triers. Delcour n'est pas un de ces jeunes écrivains fin de vingtième siècle au narcissisme de petits-bourgeois décadentistes, ni une énième pleureuse en perte de repères. Delcour emmène et emporte. Un rien de désespoir sous la plume ? Peut-être au détour d'une phrase verra-t-on surgir un abîme, phrase bien vite refermée mais par qui le récit avance et se communique.

Qu'on ne s'y trompe pas. Au-delà de ce petit polar bien ficelé pointe et s'affirme un écrivain. Delcour fera mieux ! Certains envisagent la littérature comme une tauromachie. Alors, imaginons Bertrand Delcour dans une arène, perché sur les gradins, contemplant comme absent de lui-même l'absence de spectacle. Qui a dit que la littérature était la preuve que la vie ne suffisait pas... A lire, il y a urgence.

François PETIT

Bertrand Delcour - « *Blocus Solus* », Gallimard, Série Noire - prix franco : 54 F.

(1) Bertrand Delcour - « *Pourquoi nous sommes morts* » - Éditions Climats - prix franco : 72 F.

PROMOTION

Nous vous proposons d'envoyer pendant trois mois *Royaliste* à vos amis ou connaissances pour 25 F seulement.

C'est un moyen très efficace d'accroître l'audience de votre journal.

Un nouveau "Cité" !

Cité
Revue de la Nouvelle Citoyenneté



N° 28

DOSSIER

« Enseigner l'histoire »

♦ Histoire et citoyenneté par le professeur Antoine Prost

♦ Étude du cas français

♦ Vercingétorix : le mythe national a un visage

♦ Quand l'idéologie façonne l'histoire

♦ Ruanda : Le matin profond d'une « renaissance »

MAGAZINE

♦ Débats et controverses : Comment être Lebesque ?

♦ Contre un roman moral

♦ La violence

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Cité"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 28 de *Cité* (40 F franco).

☐ s'abonne à *Cité* pour 4 numéros (140 F) à partir du n° 28.

Règlement à l'ordre de "Cité"
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris

TÉLEX

♦ **MANIFESTATION** - La NAR avait appelé à la manifestation du 28 septembre, demandant l'abrogation des lois Pasqua. A cette occasion nos militants arboraient des panonceaux portant notre affiche « *Nés en France : nés Français !* » qui ne sont pas passés inaperçus ! De nombreux tracts « *Abrogeons les lois Pasqua !* » ont été également diffusés par nos amis à cette occasion.

♦ **ENTRETIEN** - *Témoignage Chrétien* dans son numéro du 27 septembre publie un copieux entretien avec Bertrand Renouvin sous le titre de « *Royaliste et citoyen, rencontre avec un politique responsable, atypique et engagé* ».

♦ **COMTE DE PARIS** - Paru début septembre, le dernier livre du comte de Paris « *Les rois de France et le sacré* » (voir notre publicité en page 4) a fait l'objet d'une importante campagne de lancement : outre le réseau habituel des libraires, les bibliothèques de gare et les grandes surfaces l'affichent partout et des encarts publicitaires sont parus dans la grande presse (Une du Monde du 24 septembre).

♦ **COMTE DE PARIS (II)** - A peine son dernier livre sorti, qu'on annonce la parution d'un nouvel ouvrage signé du comte de Paris. Il s'agit cette fois-ci d'un superbe album de photos historiques sur la Maison de France. Plus de trois cents illustrations, documents photographiques uniques et inédits s'étalant sur un siècle (1850-1950). L'ouvrage est disponible à notre service librairie au prix de 260 F franco.

AUTOCOLLANT

Réagissons !

Contre les projets de durcissement des « lois Pasqua » : un autocollant « *NON aux lois xénophobes* ».

Autocollant rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

Autres modèles (on peut panacher les commandes) :
- Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* » vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).

- Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) publicitaire pour *Royaliste*, vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

● **Mercredi 9 octobre** - **Réunion de rentrée** : Comme de coutume, c'est Bertrand RENOUVIN qui animera notre réunion de rentrée. A cette occasion, il montrera comment se relient les événements récents (lutte des sans-papiers, manifestations revendicatives, affaire Clovis, visite de Jean-Paul II, débat sur le racisme...) et pourquoi ils annoncent des conflits dramatiques que l'actuel gouvernement s'efforce d'éluder.

● **Mercredi 16 octobre** : Gérard LECLERC vient de publier deux ouvrages qui font l'objet de polémiques médiatiques et de nombreux commentaires journalistiques. Des simplifications en résultent, qui masquent l'ampleur de la réflexion de notre ami. Sur les véritables débats qui ont lieu à

l'intérieur du catholicisme, sur la pensée de Jean-Paul II, sur les relations qu'entretient l'Eglise avec la modernité, Gérard Leclerc aura tout le loisir de s'expliquer.

● **Mercredi 23 octobre** : Le maoïsme français fait partie de la mythologie des années soixante, mais les carrières ultérieures de ses principaux animateurs permettent de comprendre son importance, non sa nature. Pourquoi tant de jeunes furent-ils séduits par la « révolution culturelle » ? Comment vécurent-ils leur engagement ? Quelle marque ont-ils laissée dans la société française ? Journaliste, comédien, Christophe BOURSEILLER s'est fait l'historien de cette passion intellectuelle et militante dans un livre, « *Les Maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français* », qu'il viendra nous présenter.

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande.

Lecteurs et sympathisants de la région parisienne

vous êtes invités à venir boire le verre de l'amitié au

POT DE RENTREE

le SAMEDI 12 OCTOBRE

à partir de 16 h 30 jusqu'à 19 h

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

à 17 h 30 : allocution de Bertrand Renouvin

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Maria DA SILVA
(1) *Revue du MAUSS*, n°7, 1^{er} semestre 1996, Editions La Découverte, prix franco 195 F. Il est significatif que ce numéro soit publié avec le concours du Commissariat général du Plan.

Les victoires de Le Pen

Dans la polémique sur le racisme, Jean-Marie Le Pen a gagné.

Il a gagné parce qu'il s'est placé, une nouvelle fois, au centre d'un débat politique national, sur le thème qu'il avait su imposer, en obligeant chacun à se prononcer sur l'alternative insensée qui est la sienne : « évidence » de l'inégalité des « races », ou dénegation antiraciste de cette évidence prétendue.

Bien entendu, tous ceux qui affirment que la « race » est une fiction, et l'inégalité des races un postulat idéologique aux implications épouvantables, ont raison. Mais Jean-Marie Le Pen se moque de la vérité scientifique, de la raison politique et des enseignements de l'histoire. En bon général, il veut d'abord nous amener sur son propre terrain, et consent pour cela à des sacrifices qui sont d'ailleurs moins importants qu'on l'imagine : aux yeux de beaucoup, le chef du Front national a brisé un tabou, et la réprobation générale dont il est l'objet en fait une victime.

Qu'on ne dise pas que, cette fois, Jean-Marie Le Pen est allé trop loin : c'est le secret de sa réussite. Il allait déjà trop loin en diabolisant les immigrés, mais l'immigration est devenue un des thèmes majeurs du débat politique national. Il allait trop loin en désignant les étrangers « clandestins » comme nos pires ennemis, mais la gauche puis la droite n'ont cessé de durcir la répression à l'égard de ceux-ci. Il allait trop loin en réclament l'expulsion des étrangers, mais les lois Pasqua ont déstabilisé les familles les mieux intégrées et les « charters » se sont multipliés.

Chaque fois que le chef du Front national est allé trop loin, il y a toujours eu des « réalistes » pour le suivre afin de lui couper l'herbe sous le pied. Mais il avait déjà rempli son panier et faisait monter les enchères en proposant, par exemple, la révision des naturalisations. Le suivrait-on sur ce point ? Oui, bien sûr, après les protestations d'usage et en assurant la terre entière que la France reste fidèle à son message humaniste. J'exagère ? Hélas, après avoir vertueusement dénoncé le racisme, le Garde des Sceaux a déclaré que



la loi qu'il prépare à ce sujet sanctionnera aussi les manifestations de « racisme antifrancçais » : cela signifie qu'un slogan du Front national risque d'être érigé en texte de loi, qui pourra éventuellement être utilisé par le Front national contre ses adversaires. Nous sommes en plein délire.

Et nous allons rester dans cette logique suicidaire. Parce que la classe politique ne veut pas sortir de la logique infernale de la réprobation et de la concession, tout en se donnant bonne conscience en créant un « comité de vigilance » (à gauche) après avoir organisé un observatoire du racisme à droite.

Parce que les grands médias ne veulent pas sortir du piège qui consiste à donner un immense écho à des ignominies qu'on s'emploie ensuite à vertueusement déplorer. Parce que la loi qu'on prépare place Vendôme est déjà lourde d'effets pervers (1) et que les textes les plus efficaces ne retarderont pas d'une seconde la progression du Front national qui est due pour l'essentiel à la démission de la classe politique. Une fois de plus (2), soulignons trois vérités qui ne peuvent être acceptées dans les hautes sphères de droite et de gauche :

Jean-Marie Le Pen est un homme qui fait de la politique : il crée du « réel », au lieu de s'y soumettre, il fixe le cadre des débats au lieu de suivre les modes, il prétend apporter des solutions au lieu de se résigner au pragmatisme.

Jean-Marie Le Pen est un politicien nationaliste auquel on abandonne la nation française au nom d'un libéralisme européen de plus en plus destructeur des identités, des solidarités et des garanties matérielles de l'existence.

Jean-Marie Le Pen est un tribun populiste qui tire avant tout parti d'une contestation radicale de l'ensemble de la classe dirigeante.

Comme cette classe dirigeante ne veut pas se remettre en cause, comme les médias ne veulent pas accomplir leur tâche, qui est tout simplement d'informer, comme la crise économique et sociale ne cesse de s'aggraver, le Front national continuera de prospérer.

A moins qu'un mouvement social de grande ampleur n'impose le renouvellement de la classe dirigeante et la révision complète de son comportement et de ses choix.

Bertrand RENOUVIN

(1) Je souscris à l'analyse de M^e Henri Leclerc, publiée par *Libération* du 24 septembre.

(2) cf. mes deux récents essais, *L'Amour discret de la Patrie et Derniers Jours avant la Révolution*.